

Greg Abbott, gouverneur du Texas, démontre le droit constitutionnel à l'autodéfense

écrit par Docteur Dominique Schwander | 28 janvier 2024



Le gouverneur Greg Abbott a publié [une déclaration](#) sur le droit constitutionnel du Texas à se défendre et à se protéger alors que le président Joe Biden continue d'attaquer le Texas et refuse d'exercer ses fonctions de sécurité de la frontière.

GOUVERNEUR GREG ABBOTT 24 janvier 2024

Le gouvernement fédéral a rompu le pacte entre les États-Unis et les États-Unis.

Le pouvoir exécutif des États-Unis a le devoir constitutionnel d'appliquer les lois fédérales protégeant les États, y compris les lois sur l'immigration en vigueur à l'heure actuelle.

Le président Biden a refusé d'appliquer ces lois et les a même violées. Le résultat est qu'il a battu des records d'immigration clandestine. Bien qu'il ait été mis en demeure dans une série de lettres – dont une que je lui ai remise en mains propres – le président Biden a ignoré la demande du Texas de s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles.

Le président Biden a violé son serment d'exécuter fidèlement les lois sur l'immigration adoptées par le Congrès. Au lieu de poursuivre les immigrants pour le crime fédéral d'entrée illégale, le président Biden a envoyé ses avocats devant les tribunaux fédéraux pour poursuivre le Texas pour avoir pris des mesures pour sécuriser la frontière. • **Le président Biden a demandé à ses agences d'ignorer les lois fédérales qui imposent la détention d'immigrants illégaux.** L'effet est de permettre illégalement leur libération conditionnelle en masse aux États-Unis. • En gaspillant l'argent des contribuables pour détruire l'infrastructure de sécurité des frontières du Texas, le président Biden a détourné les immigrants illégaux des 28 points d'entrée légaux le long de la frontière sud de cet État – des ponts où personne ne se noie – et les a dirigés vers les eaux dangereuses du Rio Grande.

Dans le cadre des politiques frontalières anarchiques du président Biden, plus de 6 millions d'immigrants illégaux ont traversé notre frontière sud en seulement 3 ans. C'est plus que la population de 33 États différents de ce pays. Ce refus illégal de protéger les États a infligé un préjudice sans précédent au peuple partout aux États-Unis. James Madison, Alexander Hamilton et les autres visionnaires qui ont rédigé la Constitution américaine prévoient que les États ne devraient pas être laissés à la merci d'un président anarchique qui ne fait rien pour arrêter les menaces extérieures telles que les cartels qui font passer

clandestinement des millions d'immigrés illégaux à travers la frontière. C'est pourquoi les rédacteurs ont inclus à la fois l'article IV, § 4, qui promet que le gouvernement fédéral « protégera chaque [État] contre l'invasion », et l'article I, § 10, clause 3, qui reconnaît « l'intérêt souverain des États à protéger leurs frontières. Arizona c. États-Unis, 567 U.S. 387, 419 (2012) (Scalia, J., dissidente).

Le manquement de l'administration Biden à remplir les obligations imposées par l'article IV, § 4 a déclenché l'article I, § 10, clause 3, qui réserve à cet État le droit de légitime défense. Pour ces raisons, j'ai déjà déclaré une invasion en vertu de l'article I, § 10, clause 3 pour invoquer l'autorité constitutionnelle du Texas pour se défendre et se protéger. **Cette autorité constitue la loi suprême du pays et remplace toute loi fédérale contraire.** La Garde nationale du Texas, le ministère de la Sécurité publique du Texas et d'autres membres du personnel du Texas agissent en vertu de cette autorité, ainsi que de la loi de l'État, pour sécuriser la frontière du Texas.

Greg Abbott, gouverneur du Texas

□